

vernement ne pourrait-il pas instituer immédiatement un programme d'achat des œufs dans le cadre de la loi sur les produits agricoles?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous avons amorcé un programme de ce genre et nous espérons qu'un appel d'offres sera prêt cette semaine.

* * *

LA CONSOMMATION

L'AUGMENTATION DES BÉNÉFICES DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ET LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Consommation et des Corporations une question que j'ai adressée hier au premier ministre qui m'a répondu qu'il en prenait note et que le ministre y répondrait aujourd'hui. Compte tenu du rapport remis il y a quelque temps au gouvernement par la Commission des prix et des revenus selon lequel quatre grandes compagnies pétrolières canadiennes ont enfreint le programme de restriction des prix du gouvernement, ce dernier a-t-il l'intention de prendre dans un proche avenir les mesures nécessaires pour obliger ces compagnies à respecter ce programme?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, il s'agissait dans le rapport de violations des critères fixés pour 1970 et, ainsi que je l'indiquais l'autre jour à la Chambre, nous sommes en train d'examiner différentes possibilités à la lumière de ce rapport. Je dirai au député qu'il est évidemment assez difficile, comme je l'ai expliqué, d'élaborer une politique concernant seulement quatre compagnies pétrolières et non l'ensemble de cette industrie.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. J'ai demandé si le gouvernement avait l'intention de prendre dans un proche avenir les mesures nécessaires pour obliger ces compagnies à respecter ce programme. Oui ou non?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, le rapport évoqué par le député concernait 1970 et non 1971 et c'est pourquoi sa question n'est pas tout à fait opportune. Cependant, à la lumière du rapport, nous nous efforçons de déterminer ce qu'il est possible ou nécessaire de faire et, en cas d'annonce, elle sera faite de la façon habituelle.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, d'après la réponse du ministre, n'est-il pas évident qu'il est devenu le pire ministre du gouvernement en très peu de temps?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA NAVIGATION

LA RECOMMANDATION DE LA COMMISSION DARLING AU SUJET DU CABOTAGE

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des

Transports. Étant donné qu'il est urgent d'offrir aux marins canadiens des possibilités d'emploi à long terme, quelle suite compte donner le gouvernement à la recommandation de la Commission Darling sur le cabotage?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu l'autre jour à une question analogue. Le dépôt du rapport et la publicité qui l'a entouré devaient susciter autant de réactions que possible de la part des parties intéressées. Il est juste, je pense, d'accorder un délai raisonnable pour que tous les intéressés puissent faire connaître leur point de vue sur le rapport, et une fois leurs observations connues, le gouvernement formulera une politique appropriée. J'hésite à fixer un délai, mais l'automne de cette année serait peut-être une limite raisonnable.

* * *

LES FINANCES

LES PRÊTS AUX PAYS DU TIERS MONDE—LE BLOCAGE D'UN PROJET DE LOI AUX É.-U. ET LES PROMESSES DU CANADA

M. P. M. Mahoney (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je voudrais répondre à la question qu'a posée vendredi dernier le député de Fundy-Royal, au sujet des fonds destinés à l'Association internationale de développement. Le gouvernement sait que l'Administration américaine tarde à obtenir l'approbation du Congrès pour sa contribution à la troisième reconstitution. Cela pourrait malheureusement retarder l'entrée en vigueur de l'accord initialement prévue pour le 1^{er} juillet 1971. Pour éviter que l'Association internationale de développement ne doive interrompre ses prêts, le Canada, comme le ministre des Finances l'a indiqué à M. McNamara, serait disposé à effectuer un premier versement de 50 millions de dollars en devises américaines en novembre 1971, même si l'accord n'est pas encore en vigueur. Cette offre est subordonnée à l'approbation par le Parlement des prévisions budgétaires dont la Chambre est saisie. Le gouvernement a exprimé l'espoir que d'autres pays donateurs suivront l'exemple du Canada à ce sujet.

* * *

LES AÉROPORTS

L'AMÉNAGEMENT DES NOUVELLES INSTALLATIONS À TORONTO—LES NÉGOCIATIONS QUANT AU PARTAGE DES FRAIS

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Étant donné l'inquiétude compréhensible qui règne en Ontario quant aux possibilités d'un retard excessif dans l'aménagement du nouvel aéroport de Toronto, le ministre pourrait-il nous dire si les travaux d'organisation ou de planification se font de façon normale et satisfaisante ou s'il y a des raisons qui motivent un retard?